

LA POLICE
MUNICIPALE
HORS-
LA-LOI !

P. 8



L'argent n'a pas d'ordure

irregulomadaire satirique N° 74-75, novembre-décembre 2011

Sots Bretons

Presse-Océan lance une consultation : quel nom pour les habitants de la Loire-Inférieure ? L'histoire en a un tout trouvé : « sot-breton », surnom de ceux qui ne parlent pas bretonnais. Ce qui est le cas depuis des lustres, en notre Haute-Bretagne. Ça s'arrose. En partenariat avec un nouvel événement anti alcoolique : le sobrethon. ■

Droit de véto
Navets,
vos papiers !

Amap sous surveillance.
Les paniers, en rang par deux !
Les services vétérinaires sont dans les choux. À La Chapelle-sur-Erdre et Orvault, les fonctionnaires ont mené le 25 octobre deux visites inopinées aux circuits courts des Amap, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. Pour l'instant entre fromages et boîtes à œufs. Officiellement, ce ne sont que des visites de courtoisie et d'état des lieux, purement techniques, sans tenir compte de la spécificité de ces partenariats alliant de quoi faire bouillir la marmite de soupe familiale et le soutien économique aux producteurs bio et locaux. Un regard tatillon pourrait bien mener à réglementer ces circuits courts qui commencent à prendre de l'ampleur. Alors quoi ? La chaîne du froid, sacrebleu ! La prolifération microbienne, screugneugneu ! En 2010, dans le Calvados, les services vétérinaires ont voulu considérer « que le local de l'AMAP est un point de vente collectif et doit être déclaré à la DSV comme tout local commercial. En conséquence, il impose des mises aux normes : surfaces facilement désinfectables, installation d'une climatisation, confinement des aliments, etc. »*. Le statut de point de vente collectif imposerait des règles draconiennes, interdiction au client de manipuler les produits qui devraient être tous étiquetés, dans des armoires réfrigérées pour les fromages, les œufs, la viande. Les adhérents de l'Amap règlent pourtant à l'avance leurs paniers, par abonnements. Comme il n'y a pas de transaction financière sur place, on ne se trouve donc pas dans un cas de « vente au déballage » qui impliquerait des normes très strictes. Ailleurs, à Nice, en Ile-de-France, il y a quelques mois, c'est la répression des fraudes qui a déboulé. On ne va plus rigoler. Le jus de pomme n'a pas d'étiquette. La licence d'agriculteur biologique n'est pas en vue. Z'y coupez pas, prochain coup verrrrrrbalisation ! Le moucheron qui survolait la botte de poireaux a eu chaud. Il n'a pas de plaque d'immatriculation. ■

Ruth Abaga

* Le Pays d'Auge, 14 mai 2010

Aéroport toujours

PITIÉ POUR LES
TRUQUEURS !

Truquée, la peur sur la ville liée au survol des avions qui font rien qu'à faire exprès de décoiffer les Nantais. Tout ça pour créditer la thèse du danger permanent, imminent. Truqués, les chiffres de l'étude économique justifiant le nouvel aéroport lors de l'enquête d'utilité publique en 2006. Histoire d'embrouiller le monde, les partisans du projet d'aéroport à Notre-Dame-de-Landes se prêtent à toutes les intox. Il ne faut pas les accabler, les pauvres. C'est juste par surcroît d'enthousiasme, peut-être un léger manque de rigueur. Ça tombe bien la rigueur, on entre en plein dedans. Au fait, ça coûte combien déjà cette plaisanterie, pour de vrai ?

► suite pages 2 et 3



Paradoxe du paralaxe

Survol de Nantes par effraction

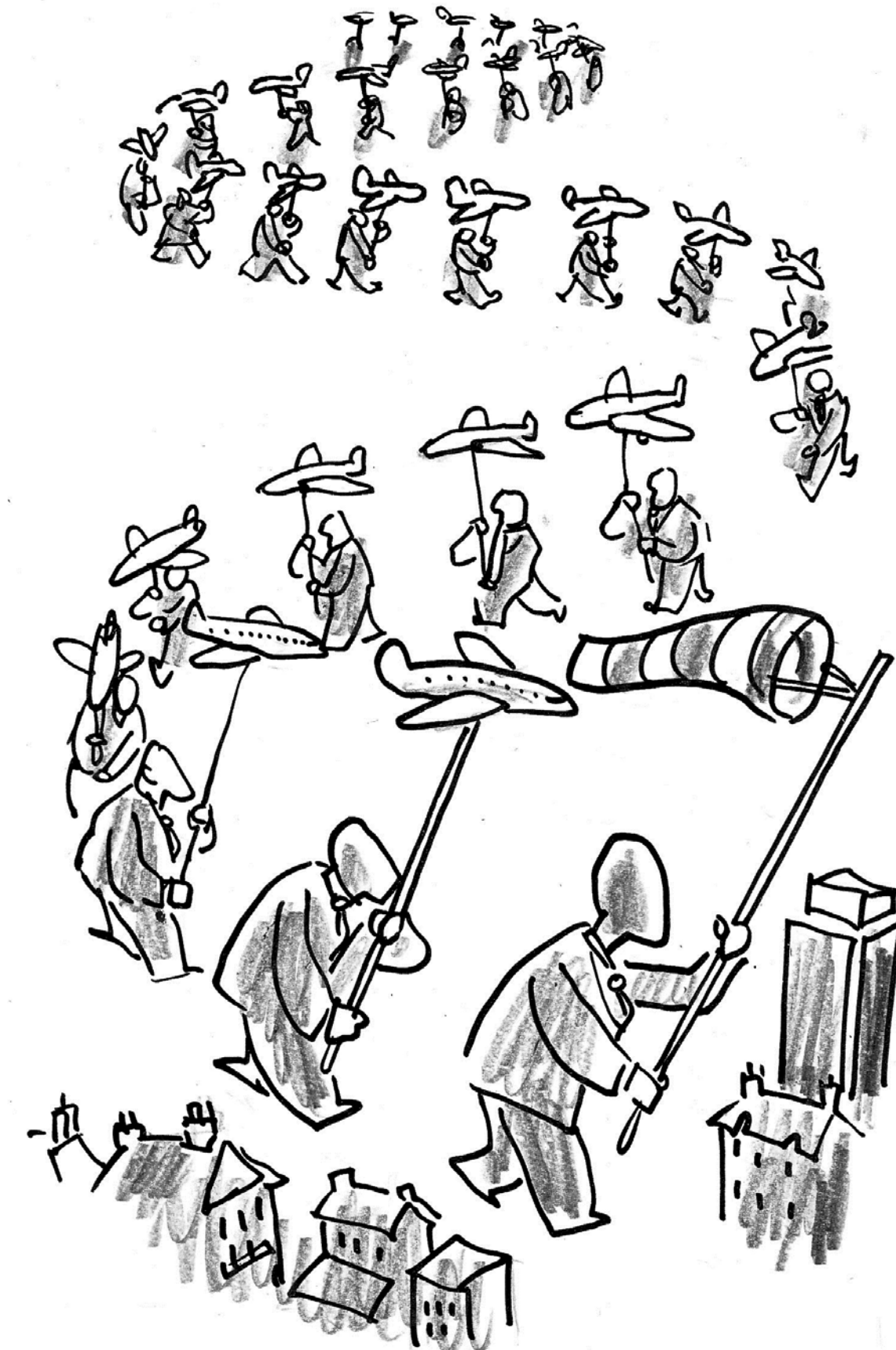
Pour justifier d'un danger croissant, les contrôleurs aériens satureraient le ciel nantais, même quand la météo permet de l'éviter. L'Aviation civile dément.

Les partisans de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ont assez martelé l'argument: avions trop bas, trop souvent, trajectoires au-dessus de la ville, danger, danger, danger! Actuellement — mais seulement depuis 2003 et le débat public sur l'aéroport —, on frôlerait la catastrophe, on défrise tous les jours les punks nantais aux crêtes trop drues et les basketteurs, de toute façon trop grands pour tout. Pourtant, détail troublant, les avions pourraient souvent éviter ce survol de Nantes.

Permis de bonne conduite. Ce qui est d'ailleurs prévu par le «code de bonne conduite environnementale» signé le 26 mars 2009 par l'aéroport Nantes-Atlantique, la préfecture et l'Aviation civile. Cette charte prévoit notamment l'«optimisation et le respect des trajectoires des avions afin de limiter le survol des zones urbanisées». Selon un pilote de ligne habitué du ciel nantais, ce code de bonne conduite n'est réellement appliqué que par un tiers des 17 équipes de contrôleurs aériens mobilisées par Nantes-Atlantique-Château-Bougon. Par temps calme, sans nuages, on peut donc (et on doit) dévier les sillages pour éviter le survol de l'agglomération. Eh bien non. Les contrôleurs aériens imposent quand même la trajectoire nord-sud, dite QFU 21, soit cap 210 degrés, justifiée pour avoir le vent dans l'axe (s'il y en a), alors que la trajectoire 03 (cap 30 degrés) conviendrait parfaitement et éviterait le survol du centre ville, en passant au dessus de Grand Lieu.

Sillage décalé. Les documents techniques fournis aux compagnies aériennes et aux pilotes stipulent pourtant que par vent inférieur à huit nœuds, c'est la trajectoire 03 qui doit être utilisée. La charte de bonne conduite dit aussi qu'en cas d'atterrissage par le Nord, «la trajectoire de l'avion est décalée de 12° par rapport à l'axe de la piste afin d'éviter le survol du centre-ville de Nantes, l'alignement avec la piste se fait en fin d'approche». Recommandations que des pilotes estiment bafouées par la tour de contrôle. Comme si faire vrombir les réacteurs au-dessus des pénibles qui hésitent à plébisciter Notre-Dame-des-Landes allait les convaincre...

Marketing manif. Le samedi 2 octobre 2010, jour de grosse manif sur les retraites (40000 personnes dans Nantes), un pilote de ligne a alerté l'Acipas, association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dénonçant preuves à l'appui un détournement flagrant des trajectoires des avions du jour pour qu'ils survolent les banderoles et les cortèges de manif. Une intox king size avec un public aux premières loges. «Pour le changement de trajectoire,



seules des conditions météo guident le chef de quart à la tour de contrôle, sauf lobbies en place...», ajoute ce pilote.

Le pire et l'autruche. Faut-il voir ce passage forcé au-dessus de Nantes comme une pratique délibérée, un genre de politique du pire, même quand ce n'est pas nécessaire? «Aucun doute là-dessus! Rien ni personne ne justifie des approches dans le sens nord-sud avec survol de la ville quand les conditions météo (vent de sud faible, moins de dix nœuds (18 km/h), visibilité correcte, supérieure à 3000 m pour un atterrissage QFU 21 (c'est à dire dans le sens nord-sud) et quand il n'y a pas de conflit entre départs et arrivées. On nous oblige à survoler toute la journée le centre-ville, en contradiction flagrante avec la charte qui annonce qu'on doit limiter le survol des zones les plus habitées. Et lorsqu'on manifeste notre désapprobation, nos compagnies nous demandent de limiter les conflits avec

les organismes de contrôle aérien! Politique de l'autruche? Cette gestion des trajectoires est à dénoncer, d'autant que certaines équipes de contrôleurs en place y arrivent très bien, en toute rigueur, en respect strict des règles établies», explique un autre commandant de bord du collectif de pilotes de ligne doutant de la pertinence du projet ND (soit environ deux cents pilotes, gardant le plus souvent l'anonymat).

Maestro maximum. Au SNA, Service de la navigation aérienne, dépendant de l'Aviation civile, on fait vite entendre le cri du cœur: «On n'a qu'une seule piste. On polluera moins de personnes quand on aura Notre-Dame-des-Landes». Tout en plaidant le souci réaliste de l'environnement: «On essaie de faire le maximum, de choisir l'option la moins pénalisante, pour les riverains comme pour les compagnies, en tenant compte de la météo et de la composante

vent arrière qui doit être de moins de dix nœuds. On se réunit toutes les quatre à six semaines pour le suivi "Maestro": l'exploitant, le service environnement d'aéroport du Grand Ouest (AGO), le service navigation aérienne et l'Aviation civile examinent les vols hors des trajectoires prévues. L'Acnusa, l'Autorité de contrôle des nuisances aériennes, nous audite, contrôle les enregistrements des bandes radar et radio. Ceci dit, quand on fait des séquences, on ne peut pas inverser les décollages et les atterrissages, pour des raisons de sécurité évidentes». Ce à quoi les pilotes rétorquent qu'«une régulation radar, en cap, altitude et vitesse limiterait les conflits potentiels, et les interactions entre les trajectoires départ/arrivée ne seront plus d'actualité».

Moralité, le ciel est truqué. Si on continue, on va y dénicher un double fond. ■

Michael Olyrique

Invincibilité Greenwashing en chaire et en euros

L'université manquant d'artifice, les braves investisseurs privés accourent dans les facs. Le géant du béton Vinci prêche le greenwashing durable.

Les alliances universitaires, ça se cultive. Foin de sécheresse: on arrose! Vinci ne se contente pas d'agir sur le terrain. Le groupe soigne aussi chercheurs et universitaires. Vinci a donc imaginé de financer des travaux conservant la mémoire du site rural, que le géant du BTP aura fait disparaître. Est donc prévu un «document témoin sur l'histoire du site, éventuellement le sujet de mémoire d'un thèse ou d'un doctorat». Dans la lignée, la multinationale du béton et du bitume investit l'université nantaise, et sa nouvelle «fondation de projets» destinée à « rapprocher l'université du monde économique ». En janvier 2011, Vinci a versé 250 000 euros à la fondation, obtenu du même coup une place de vice-président du bureau de la fondation pour le directeur régional d'Adim (la branche immobilier de Vinci), et va financer dans un premier temps une chaire en génie civil, soit 25 000 euros par an pendant quatre ans, et bientôt une autre chaire, axée développement durable et intitulée « ville créative et durable ». Le budget? Montant non communiqué. Par ailleurs, Vinci finance déjà le pôle génie civil éco construction, pôle qui fédère dans la région entreprises, labos de recherche et centre d'essais, grandes écoles d'ingénieurs et université. Avec l'éco construction prônée par le BTP, les bétonneurs s'achètent une conduite ou alors juste un sauf-conduit pour entrer dans le cercle vertueux de la responsabilité écologique. Tout ça pour construire un aéroport qui célèbre les ressources fossiles à envoyer en l'air, mais déroule aussi le tapis pour l'automobile: barreau routier, échangeurs, raccordements, aires de stationnement, bitume et bas côtés. Manque plus qu'une chaire de conversion vessies-lanternes. ■

T'es pas capitale!

T'es pas cap, ça s'écrit en italiques? En 2013, Nantes se capitalise en vert d'Europe. Une mission « capitale verte » est donc créée, quatre personnes s'occupent de faire mousser ce label du conseil de l'Europe qui « doit être l'occasion de valoriser, à l'échelle locale et internationale, les bonnes pratiques de notre territoire » selon Xavier Barès, le directeur de la mission. Cette mission, si vous l'acceptez, consiste à ne jamais prononcer le nom de Notre Dame-des-Landes. ■

Vol au dessus d'un nid de coûts

Au vol ! Les chiffres pour justifier d'un tel aéroport ont été pipés, les dépenses pipeautées.

« Un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes risque de signifier de 100 à 600 millions de pertes pour les collectivités », selon les scénarios retenus. À l'inverse, optimiser l'aéroport actuel ferait gagner quelques cent millions d'euros. Telles sont les conclusions de consultants indépendants et crédibles, le cabinet CE Delft, qui travaille pour la commission européenne, l'ONU, les ministères des Transports hollandais et britannique, et à qui on doit l'étude décisive pour l'abandon du projet d'extension de l'aéroport londonien d'Heathrow

Optimise à l'épreuve. En 2006, pour alimenter l'enquête d'utilité publique, les services de l'État ont produit une jolie estimation économique, évaluant profits et pertes du projet d'aéroport. Ces chiffres ont été truqués. Bidonnés. Traficotés. « *Volontairement pipeautés* », insiste le nouveau sénateur Vert Ronan Dantec. « *Un travail de bouffon* », lâche Isabelle Loirat du Modem. Dit poliment, « *L'analyse initiale comportait des erreurs. En corrigeant ces erreurs, les bénéfices attendus du nouvel aéroport diminuent significativement et ses coûts augmentent* », ajoute Jasper Faber, un des auteurs de l'étude, missionné par le Cédpa, collectif des élus qui doutent de la pertinence du projet d'aéroport.

Prix de journée. Les consultants hollandais ont mouliné les mêmes items* qu'en 2006, traduits en euros par les mêmes méthodes. Ainsi, pour donner une valeur monétaire au temps de trajet gagné, on a pris pour référence un coût de l'heure de 15,50 euros en 2006. Correct, diagnostique CE Delft. Mais l'embrouille aura été de miser très lourd dans les calculs projetés pour l'an 2025. Les Hollandais ont extirpé la valeur utilisée sans le dire par les services de l'État: 98 euros de l'heure! Un chiffre démentiel alors qu'une extrapolation normale retiendrait 20 euros.

Passagers dopés. Dans l'étude 2006, la courbe de croissance envisagée du nombre de passagers a fait comme si les coûts aériens allaient baisser de manière infinie. Elle a oublié l'effet induit des tarifs du baril de brut sur le coût des billets. Elle a escamoté la question de saturation de l'espace européen qui pourrait bien freiner assez vite l'expansion. CE Delft explique que jusqu'à présent, avec 10% de hausse des coûts du pétrole, la demande de transport baisse de 6% à 8%.

Coûts d'État. L'étude de 2006 a complètement passé à la trappe la notion de risque. Par exemple, que les coûts de l'aviation grimpent avec les tarifs du pétrole, que le marché de l'avion pour affaires se ramasse, que les législations environnementales soient plus contraignantes donc à effet sur le budget. « *Pas de scénario pessimiste* », note CE Delft. Tout dans le positif, le *low cost* et la favorabilité exponentielle.



À la trappe. L'investissement dans le tram-train a été escamoté des calculs 2006. On avait déjà tiré un trait dessus, ou c'est un oubli malencontreux? Autre grand absent, le budget de compensation des entreprises autour de l'aéroport actuel. La gestion de l'eau? Pareillement oubliée.

Surcoûts. Aucun dépassement de budget n'a été prévu pour la construction. Comme si ça n'arrivait jamais... Exemple devant notre nez: entre la première estimation et la livraison, le mémorial à l'abolition de l'esclavage a vu sa note bondir de 14%, gonflant de un million par rapport aux 6,9 millions prévus il y a seulement trois ans**. Pour CE Delft, l'« *estimation prudente* », moyenne, des dépassements de coûts doit tabler sur 40%.

Département inflation. L'apport du Département a été présenté au vote en octobre 2010 comme un montant de 23,1 millions d'euros, « *contribution forfaitaire et non révisable* », et puis finalement, « *actualisée* » selon l'indice des prix. Huit mois plus tard, c'est devenu 25 millions, soit 8,3% de rab. En huit mois, comme ça, sans rien faire, juste parce que l'air était un peu dense ce jour-là. Et l'air, c'est ce qui porte le trafic aérien, c'est connu.

Mieux avec moins. L'optimisation de l'aéroport existant? Même pas envisagée. Encore moins chiffrée. Les consultants bataves ont donc creusé l'hypothèse de faire mieux avec Nan-

tes-Atlantique. Et si c'était moins cher... Feuille de route: améliorer la voie ferrée de desserte, se doter d'un système de radar local qui gagnerait du temps pour enchaîner décollages et atterrissages, faire une extension du terminal et des parkings. À Nantes, l'emport, c'est à dire le nombre moyens de passagers embarqués par rapport au nombre de places dans les avions est très faible par rapport aux aéroports de même taille en Europe. Mieux remplir les avions est donc très possible. Autant d'améliorations qui, comparées aux coûts ré-estimés de Notre-Dame-des-Landes, offriraient un bénéf de 106 millions d'euros. Voire de 158 millions avec une nouvelle piste perpendiculaire à l'actuelle, évitant le survol de Nantes.

Les élus opposés à l'aéroport en rase campagne notre-damelandaise considèrent que la déclaration d'utilité publique ne vaut pas un coup de cidre puisqu'elle a été argumentée par un dossier bidon. Tout annuler? Impensable pour Ayrault. Il faudrait tout expliquer. Et ça coûterait une fortune en com. ■

Helga Beugie

* Temps de trajet, sécurité routière, émission gaz à effet de serre par la route, émissions aériennes, bruit, exploitation de l'aéroport...

** *Ouest-France*, le 22 octobre 2011

Le rapport CE Delft: <http://aerportnddl.fr/articles.php?lng=fr&pg=422> ou en diaporama: http://aerportnddl.fr/file/presentation_CE_Delft_26_oct11.pdf

Carnet rose

Vent qui tourne contre lézard des ronces

Les industriels préoccupés d'environnement? On ne rit pas. C'est contraints et forcés par la loi que les promoteurs de l'éolien industriel doivent veiller sur le lézard des ronces.

Les crapauds calamites, les lézards verts, les phragmites aquatiques et autres oiseaux rares peuvent aller se faire voir. Le site du Carnet, à Frossay, où des mobilisations antinucléaires ont fait annuler en 1997 le projet de centrale EDF, sera quand même industriel, mais temporairement. Alstom et Vinci ont décroché un bail précaire de cinq ans. Le temps de faire les tests à terre du prototype, avant de l'emporter au large. C'est une éolienne maousse, destinée à mouliner en mer. Alstom power pour l'éolienne (mât de 73 m de haut, trois pales de 75 m), Vinci construction pour le béton armé de la plateforme, l'appontement. Bretagne vivante, qui a défendu les crapauds, lézards et ziozios devant le tribunal administratif pour contrer le projet et suspendre le permis de construire en référé, s'est fait bananer. Entre-temps, deux autres plaignants ont jeté l'éponge: la LPO, Ligue de protection des oiseaux, et SOS Loire vivante, au départ associés au recours.

Poker menteur

Bretagne Vivante est la seule association des trois à avoir maintenu le recours. La LPO a obtenu une mesure de surveillance de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris, coupés en tranches par le ventilateur géant. Bernard Guillement, président de Bretagne vivante n'y croit pas: « *C'est une charte signée par Alstom et Vinci avec la LPO. S'ils ne respectent pas le protocole, aucun service de l'État ne viendra le constater. C'est du poker menteur. La LPO a demandé un suivi de migration des oiseaux et l'arrêt de l'éolienne la nuit pendant les pics de migration. Vinci a répondu que c'était trop cher. Et subitement, quand le recours a été déposé, Vinci a trouvé que ce n'était pas si cher...* »

Quant à l'infraction à la loi Littoral, il a été rétorqué que ce n'était que temporaire. Cinq ans. Le

propre du temporaire c'est d'obtenir des rallonges, des reconductions. Le Port tient à un usage industriel du site, seul du secteur où peut être installé un appontement. Ailleurs, les roselières à détruire obligeraient à des procédures lourdes, et incertaines.

Corridors à lézards

Une fois les amis des bestioles déboutés, il y a quand même quelques menues contraintes pour les industriels. Ils vont devoir se la jouer écolo, à en croire l'arrêté de permis de construire à titre précaire. Le chantier est prévu entre août et décembre pour préserver les amours et pouponnières des oiseaux nicheurs et des grenouilles dans le secteur. Il faudra un perchoir à cigognes. Mille mètres carrés de ronciers sont à ratiboiser mollo-mollo, pas à la débroussaillouse, pour préserver les spécimens de lézards verts. Des couloirs humanitaires (« *reconstitution de corridors avec les végétaux coupés* ») sont prévus pour que les lézards quittent peinards le buisson de ronces et trouvent refuge ailleurs. Scandale: aucune cellule psychologique n'est prévue. Pas sûr que le chantier, en général du genre brutal, déroule aussi soigneusement le tapis de ronces. Massacre à la tronçonneuse chez les Bisounours, on demande à voir. Sinon trois hectares doivent être compensés pour refaire un terrain de jeu pour les volatiles rares, pouillot fitis, tadorne de Belon, gorge-bleue, pie-grièche écorcheur et autres. Sans parler du comptage des migrateurs qui passent, ceux qui poussent et ceux qui pissent. Un barrage flottant sera étendu sur la Loire « *pour éviter aux débris de pales de dériver et d'entrer en collision avec les navires* ». C'est sympa: l'engin n'est même pas construit qu'on pense déjà à comment il va s'éparpiller façon puzzle. ■

John-James Dubonnet

Régime minceur

Le beau modèle hollandais

JMA peut se targuer du soutien de François Hollande pour Notre-Dame-des-Landes. Le big boss des cantons corréziens est un éminent spécialiste des questions aérodromadaires. Ouverte en juin 2010, la nouvelle plate-forme de Brive-Souillac a coûté plus de 48 millions d'euros dont 28 millions apportés par un syndicat mixte regroupant les collectivités locales et la chambre de commerce: sur cette participation, le département a filé 11,2 millions d'euros. En attendant sans doute une rallonge à tiroirs pour les « *frais de fonctionnement* ». Dans le *business model*, la piste (2 100 mètres) doit accueillir 140 000 passagers contre 20 500 dans sa version antérieure en 2009. Ça fait chérot du passager... Et peut-être même beaucoup plus si jamais le trafic imaginé a le toupet de ne pas respecter le rendez-vous. Pfff. Si on ne peut plus compter sur l'escompté. ■

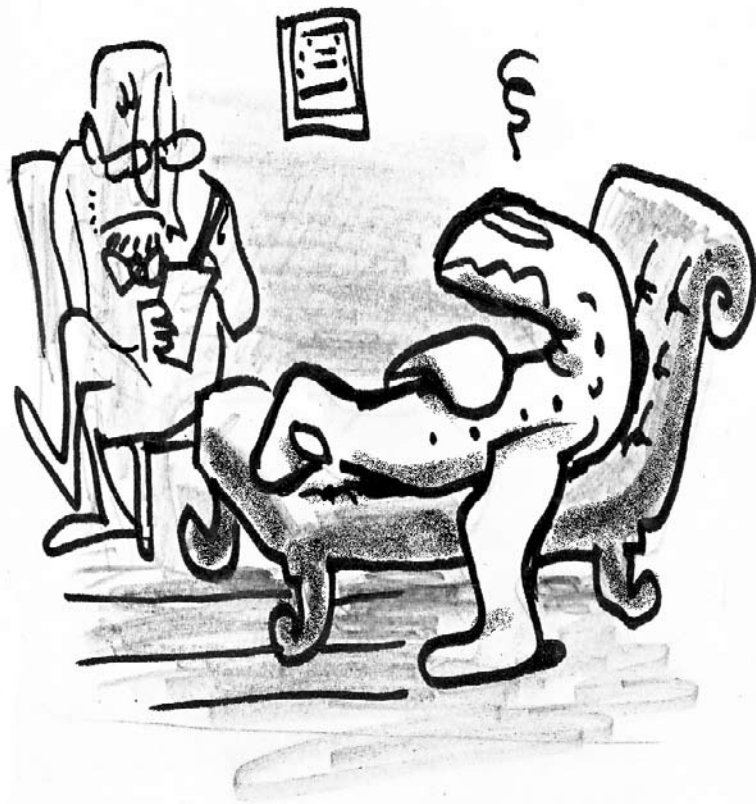
L'aéroport de l'angoisse

L'aéroport actuel est bien, c'est même le meilleur. Mais il ne marche pas. Sinon on n'en changerait pas. Il n'est donc pas international, ou si peu, si mal. Demain, ça sera vachement mieux. Oui mais en attendant...

Avis de recherche. Les gabelous ont disparu en 2011 du tarmac nantais dans la plus grande discrétion. Plus de douane permanente. Pas du meilleur effet, il est vrai, pour les ambitions de Notre-Dame-des-Landes censé devenir dans l'imaginaire de nos bétonneurs « l'aéroport international du Grand Ouest ». Les douaniers ne montrent plus le bout de leur uniforme que « dans le cadre de vacances programmées », c'est-à-dire pour des vols dits sensibles en provenance par exemple (et au hasard) du Maroc, du Sénégal ou d'Amsterdam. Avis aux trafiquants qui n'ont rien à déclarer : prière de respecter le planning, s'il vous plaît ! C'est digne de la ligne Maginot. Surtout que l'histoire ne s'arrête pas là. Faute de douaniers, il a été envisagé que les usagers remplissant les formalités de détaxe déposent leurs documents dans une boîte aux lettres ! Une solution bout de ficelle recalée par la hiérarchie centrale, le dispositif ne permettant pas « de contrôler la sortie définitive du bien du territoire de l'Union européenne, ni de vérifier l'identité de la personne mentionnée sur le bordereau ». Du coup, les voyageurs doivent attendre le retour au pays pour obtenir auprès de l'ambassade française le remboursement de la TVA des produits acquis dans notre beau pays. Un service facturé 18 euros, coût du timbre fiscal exigé par le ministère des Affaires étrangères, sans compter les frais de port en recommandé des documents à renvoyer en France. Un sale coup pour « Nantes just imagine », la fameuse « signature du territoire de la métropole de Nantes-Saint-Nazaire à l'international »...

Cocoribas. Vinci et la chambre de commerce adorent pousser des cocoricos sur les scores du trafic passager. Nantes Atlantique aligne donc chaque année son score cumulé de billets. Pourtant en 2010, l'aéroport ne pointait qu'à la neuvième place tricolore, loin derrière Bordeaux classé huitième. Et 2011 devrait le voir reculer au dixième rang, dépassé sur sa gauche et sa droite par Beauvais-Tillé. Mais il faut faire confiance aux « faire-savoir » de Vinci, qui n'omettront sûrement pas de le préciser. Pendant ce temps, la plate-forme fantôme de Vatry, à 150 km à l'est de Paris, financée par les fonds publics, attend toujours le futur trop-plein d'avions censé encombrer demain le ciel hexagonal. Juré craché, parole de bétonneurs.

Nuestra-Dama-de-Landas ? Non programmé lors du dernier festival du film espagnol à Nantes (pas encore tourné), ce futur mauvais film a encore le temps de réfléchir à son pitch en jetant un coup d'œil sur l'autre côté des Pyrénées. Nos voisins ibériques ne savent plus quoi faire de leurs aéroports fantômes. Huesca, Lérida, Cordoue, Castellon, Ciudad



Real... On se ronger les ongles en attendant le quidam. Là-bas, on évoque une bulle immobilière qui a servi de paravent pour justifier leur création. Heureusement, ce n'est pas en Loire-Inférieure que ça arriverait.

Avions qui reculent. Le trafic se mesure par le nombre d'appareils ou le nombre de passagers. Tout à leur aise lorsqu'il s'agit d'évoquer le score des clients, Vinci et la CCI qui gèrent Nantes Atlantique oublient chaque année les mouvements d'aéronefs. Un bilan délavé propre à satisfaire le droitiste Jacques Auxiette, adepte invétéré de karcheriser les opposants. Ce blanchiment de stats n'est pas anodin à l'heure où les compagnies remplissent à ras bord leurs carlingues, une grande spécialité d'ailleurs des *low cost* et des charters. Entre 2000 et 2010 donc, les stats officielles (source : www.aeroport.fr) font état de « mouvements commerciaux » passés de 42961 à 39833 (-7,3 %) et de « non commerciaux » de 29195 à 16028 (-45 %). Soit un trafic total en recul de 22,5 % sur onze ans à Nantes (alors que Lyon recule de 7 %, et Bordeaux baisse de 10 %). De quoi ravir Ayrault, si sou-

cieux depuis quelque temps de la sécurité et de la tranquillité de ses administrés.

Au vol ! On a piqué trois millions de pékins à Nantes Atlantique en 2000, et le double en 2010 ! Ça a été écrit noir sur blanc par les ingénieurs de l'Aviation civile... Le document date de 1974 et cette belle administration promet alors aux pontifes locaux cinq millions de passagers en 2000 et neuf millions en 2010. À partir de maintenant, on fera chaque fois l'appel au pied de la passerelle.

Bougon superstar. Impossible de faire mieux que l'aéroport nantais, qui vient d'être élu « meilleur européen » par l'ERA, l'European Regions Airlines qui représente plus de 200 entreprises européennes du transport aérien. Le trophée a été remis à Rome le 29 septembre aux pontes de Vinci, la multinationale manageant désormais notre Château-Bougon airport. Mais si cet aéroport est si performant, pourquoi le remplacer par celui de Notre-Dame-des-Landes ? Une fois devenu le meilleur, on ne peut que retomber. C'est comme ça que l'empire romain est devenu un souvenir. ■

LATULULULU?

■ À BLOC

Les Inrocks, 28 septembre 2011

Aperçu dans le numéro des *Inrocks* consacré à la culture nantaise et plus spécialement à l'ouverture de La Fabrique : « Comme un beau cauchemar métallique, le bâtiment a poussé sur les restes d'un blockhaus, qui servit à protéger les employés des chantiers navals voisins des bombardements nazis ». Nantes dispose donc du seul blockhaus imaginé par les Allemands pour se protéger d'eux-mêmes.

■ D'APRÈS, QU'IL S'AGIRAIT *Presse-Océan*, le 21 septembre 2011

Alerte à la bombe à la galerie marchande Beaulieu. Tout le monde évacué pendant trois heures. *Presse-Océan* y consacre deux pages*, pour dire que l'hypermarché a été « peu perturbé » et que c'était une fausse alerte. Mais pas que. Il y a « L'info en plus ». Et là, ça calme : « Le visionnage des données enregistrées par les caméras de surveillance du centre commercial n'a pas permis d'identifier pour l'instant de qui il s'agit. Mais d'après certains témoignages et selon les images observées, il pourrait s'agir d'une femme ». Merci, monsieur Plus.

■ L'AIR DES BIJOUX

Ouest-France, le 19 octobre 2011

L'entreprise de carrosserie mayennaise Gruau a décroché un marché policier. Baptisé « L'Œil », son fourgon sur mesure est doté d'une caméra à trois mètres de hauteur. À l'intérieur, un vrai poste de contrôle pour surveiller les « événements à haut risque » comme le sommet du G20, explique *Ouest-France*. Présenté au salon de la sécurité intérieure, porte de Versailles à Paris, l'engin scrutateur et sommet de technologie répressive est qualifié de « bijou » par l'article. Éléments de langage : on disait déjà « bracelets » pour les menottes, on ne dira plus matraque mais « joyau ».

■ NI DIEU NI MAISON DE MAÎTRE *Ouest-France*, le 5 août 2011

Article sur une maison bourgeoise du XVIII^e, proposant des chambres d'hôtes à Vertou : « Les maisons de maître sont des demeures d'exception, pour leur architecture, leur rareté, et parce qu'elles témoignent d'une civilisation rurale à son apogée ». Rien que ça. Le XVIII^e, c'est pas ce siècle d'apogée où on exploitait des paysans à peine sortis du servage pendant qu'on commerçait de braves nègres *overseas* ?

■ PIED-DE-BICHE MÉPRISABLE

Ouest-France, le 29 juin 2011

Léger casse au pied-de-biche au syndicat d'initiative de Clisson. 1500 euros en liquide se sont évaporés. Le président de l'office de tourisme dégaîne son dédain : « Ils n'ont même pas touché aux chèques. Ce sont de petits malfrats. C'est un acte méprisable ». Ce qui n'est ni plus ni moins qu'un encouragement au banditisme du recyclage de chèques volés. Qui imposerait le respect.

■ CHIENS ÉCRASÉS

Ouest-France, le 20 octobre 2011

Jamais rubrique des chiens écrasés n'aura mieux porté son nom. « Une chienne jetée vivante aux ordures ». C'était à la déchetterie de Chammes, en Mayenne. L'animal est découvert écrabouillé sous les déchets. Hélas, on n'a pas pu la sauver. Euthanasie. Indignation. La fondation Bardot aux quatre-cents coups. Mais le journal nous rassure : un collectif « ensemble solidarité » est monté qui a ouvert une page facebook. Les ratatineurs de clebs n'ont qu'à bien se tenir.

Emploi doutant

L'appétence pour la compétence

Compète un coup, t'es tout géré du prévisionnel.

La région des Pays de Loire a dégotté cinquante mesures contre la crise. Avec une fine analyse des penseurs du pansement : « La situation régionale de l'emploi est contrastée, avec un taux de chômage important mais aussi des besoins de recrutement insatisfaits dans certaines filières. S'inspirant de l'action "6 000 compétences pour l'industrie" et en lien avec les besoins des secteurs de l'aéronautique et de la navale, la Région va lancer avec l'État une démarche de gestion

prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle régionale, intitulée "Compétences 2020", rapprochant enjeux de formation et d'emploi ». C'est joli le terme de gestion prévisionnelle. T'es au chomedeu ? Ah pas du tout, je gère mon prévisionnel. Faut espérer que ce plan mirobolant soit plus performant que l'action « 6000 compétences » qui avait lamentablement accouché de rien*. Aucun compte rendu n'a jamais été publié. L'affaire avait coûté au bas mot

700 000 euros en menus frais de com et autres dépenses de promo des métiers de l'industrie en pleine décrépitude. C'est le cabinet Bernard Bruhnes qui avait formulé les préconisations, empochant au passage une substantielle rémunération. Les affiches à peines sèches, les licenciements commençaient et le préfet de région avait arrêté illico l'opération. Comme on ne change pas un équipe qui perd, les « acteurs » à la manœuvre seraient les mêmes génies :

Direccte pour l'État, le service formation de la Région, l'UIMM (l'union des patrons métallos), les organismes de formation (AFPI, Greta, AFPA...). La gestion prévisionnelle des compétences, c'est pas des métiers faciles. Reste à choisir le grand cabinet et l'agence de com. Mais cette fois, pour la grande cause régionale, ils feront sûrement ça gracieusement. Le travail à l'œil, c'est tout vu. ■

* « Si mille cons pètent ensemble », *Lulu* N°64, avril 2009

Le carnaval dispersé



faut d'avoir une statue de la tour Eiffel de la liberté, le nouveau tourisme nantais a inventé une formule à la noix: le «monument dispersé»...



le concept peut servir pour le Carnaval annulé par Ayrault braqué contre la présidente de droite du Comité des Fêtes



Nantes n'a pas eu de carnaval cette année. À y regarder de plus près, le carnaval, c'est toute l'année, dispersé façon puzzle. Revue de Costumes:

On est à la convention collective des pirates

flibustier loufiat
Restaurant Les Pirates, Bd Stalingrad

1/ Les trimards

eh, non, on cause pas en louchebem

boucher factice
Restaurant La Boucherie, quai de la Fosse

Couplets anonymes

crin crin crin

refrains en commande

faux capitaliste roumain
Dinu Vancea Violonneux du pavé (centre ville)

Urban Cow boy Solitaire

faux stétson blanc

Veste beige trop grande

snáp snáp snáp

Nashville

Captain Nemo mieux que personne

Coiffure type Angela Davis en double cascade

le handee-jay du trottoir

le hard rock qui roule

2/ LES ANONYMES DES RUES NANTAISES

Un lutteur de Sumo égaré

Voyage à Nantes?

geisha XXL?

muscadet frappé?

La ouïne! la ouïne! la ouïne! la ouïne!

chuis déguisé en Winner

ça se voit pas?

t'es déguisé en quoi, choucou

en ministrable

ça se voit pas?

Sbam!

sourire, bonjour

au revoir

merci

MISS FRANCE

MISS PAYS DE LA LOIRE

3/ LES PIPOLES

La facture sonne toujours deux fois

Veolia partout, et que l'eau coule à flot pour tout le monde, le champagne pour les élus et les actionnaires. Et 20 000 euros pour Jacques Attali.

UNE conférence nantaise avec Attali, ça fait peur. Ah, non, pardon, pas du tout, il semble qu'il y ait une erreur. Ce serait plutôt Attali. C'est bien aussi. Sur le papier, il est « Grand témoin de cette journée ». Mais, juste arrivé au train à la mi-journée, on ne l'a pas vu beaucoup. En fait, ce faux témoin qui n'arrive qu'en cours de route est juste mini conférencier d'une heure et quart l'après-midi. Organisateur de la journée, Véolia n'a pas voulu raquer pour Attali. Ils sont devenus pingres ou quoi ? Ayrault a donc payé la facture du conseiller en « libération de croissance » pour Sarkozy. Jacques Attali qui a « placé son intervention sous le signe de Marx » coûte à Nantes métropole la modique somme de 20 000 euros. Le 1^{er} décembre, dans sa grande mansuétude citoyenne, Veolia environnement a organisé un raout qui cause de la ville en 2030, le grand dada visionnaire d'Ayrault en ce moment. La multinationale y va de son baratin : « Nous souhaitons activement participer à la construction de ce projet d'avenir autour d'un grand nombre de sujets : aménagement et organisations des villes, lien social et solidarité, citoyenneté et implication des territoires, économie locale ». Pas vraiment désintéressé. La stratégie discrète consiste à créer une symbiose, un échange de bons procédés entre le monde des élus et celui des firmes comme Veolia (Suez fait pareil), qui gèrent les déchets, l'eau, les transports et l'énergie. On a déjà vu Véolia déguisé en ONG à Rezé* avec un pseudo programme de recherche de pratiques urbaines et environnementales, faisant de la multinationale un consultant privilégié et gratuit pour la ville. Pas du tout une manière de se placer comme prestataire de service concurrentiel, non mais qu'est-ce que vous allez imaginer.

Me prend par pour un contrat
Cette fois, toujours rien à voir avec du donnant-donnant, Véolia (ex Générale des Eaux, ex Vivendi) est financeur d'évène-



ment, sans aucun lien bien sûr, avec d'éventuels appels d'offres. Petit inventaire non exhaustif de non rapports avec quoi que ce ne soit pas : en 2008, Véolia décroche un marché de 13,7 millions d'euros pour la modernisation de l'usine de la Petite Californie qui dépollue les eaux usées nantaises. En juin 2011, Veolia Propreté, ex Granjouan Onyx, remporte le marché d'enlèvement des ordures de sept communes Nord Loire de l'agglomération. Véolia a le contrat d'eau potable de 30 % du réseau de la communauté urbaine, soit plus de 53 000 abonnés, sur quinze communes Sud Loire et à l'Est de l'agglomération. Côté bonnes œuvres, Veolia eau a mis deux millions d'euros sur la table pour financer l'institut des études avancées** qui accueille de chercheurs du sud. Par ailleurs, le programme « Reflet » aurait permis depuis 2009, selon la multinationale, de remettre sur le bon chemin huit « personnes en situation d'urgence économique ». C'est joliment dit. Soit trois CDI sur un centre de déchets, trois avec des missions en intérim et

deux dans un chantier d'insertion.

« Le socialiste jupitérien Henri Emmanuelli, en guerre contre les géants de l'eau dans son département des Landes, est l'un des rares élus à dénoncer la "soumission volontaire" de certains éminents camarades », note l'hebdo *Marianne****.

Intitulé « 2030 : Nantes, métropole performante et désirable? », le colloque relation publiques est organisé dans la barge-verrière Nantilus, orchestré par le conseiller médias du cabinet d'Ayrault, Frédéric Vasse, qui a déjà eu recours à Veolia Environnement pour sponsoriser son année de tour du monde familial et humanitaire****, ses « vacances humanitaires », comme ont dit les méchantes langues... Mais les gens mélangent tout. ■

Hervé Oligark

* « Opération "Vampiriser Rezé" », *Lulu* 68, avril 2011

** « Flotte de guerre Nord-Sud », *Lulu* 63, décembre 2008

*** *Marianne*, 5 mars 2011

**** « La Planète boule de com », *Lulu* 68, avril 2010

Juste aubergine

Nantes marquée à la culotte

Nantes n'était qu'un petit point minuscule sur la carte du monde. C'est fini. Le point va grossir grossir grossir. Tout ça grâce à la signature « Just imagine ». Ben imagine, quoi ? Imagine, c'est tout. Enfin tout juste.

Première mondiale, innovation sans précédent. Nantes a sa marque, qui plus est signaturante. Accessoirement, *Lulu*, qui avait prédit CouilloNantes, FuckNantes et d'autres labels géniaux, a tout faux. Ce sera « Nantes just imagine ». Applaudissements, s'il vous plaît. Pour la petite histoire, « Just imagine » a déjà beaucoup beaucoup servi. Rien que dans le domaine du tourisme, et en France, pour un concours photo « Just imagine la Drôme » cet été. Mais c'est aussi le nom d'une série de comics américains revisitant Superman, Wonder Woman, Batman ou Cat Woman ; une galerie d'art en Nouvelle Zélande ; une agence immobilière en Afrique du Sud, pas loin du Zambèze (rien à voir avec Jean Blaise) ; une librairie à Chelmsford

dans l'Essex, Angleterre ; une société d'animation de mariages en Californie du sud ; un film de SF rigolote de la Fox en 1930 ; une boutique de disques et de jouets à Chelsea, Michigan ; un distributeur australien de boucles d'oreilles et de montres ; une société de web design à Charleston, Caroline-du-Sud ; une école de théâtre à Austin, Texas ; un morceau de jazz de Benny Carter des années vingt ; une pièce sur John Lennon jouée au Hayworth theatre à Los Angeles ; un blog américain sur les jouets ; une agence graphique à Anchorage, Alaska ; une agence anglaise de location de villas en Grèce ; un salon d'esthéticiennes à Croton-on-Hudson, État de New-York. Bon on arrête, Google relève « juste » 18,3 millions de réponses à trier : imaginez un peu. ■

Baise la hine

L'avenir à dextre et à senestre

Baseline, rien à voir avec vaseline. Prière d'éviter les allusions vaseuses.

Pendant que Nantes phosporait sur son slogan, La Remaudière, un gros millier d'habitants dans le vignoble, a changé sa « baseline ». Avant c'était « Terre d'équilibre ». Tout a basculé avec la nouvelle formule choc : « La Remaudière. Les racines du passé, le vent de l'avenir »*. Tout ça pour accompagner un nouveau blason créé de toutes pièces l'an dernier, mariant lion, hermine et raisin, ou plus exactement « De gueules à la cotice onnée d'argent accompagnée à dextre d'un lion d'argent et à senestre d'une grappe de raisin feuillée d'or au chef d'hermine ». Ça a tout de suite plus de gueule et de modernité. ■

* *Ouest-France*, le 6 octobre 2011



Rectificatif

Suite à l'article « Sauve qui peut, pas mal et toi », relatant le malaise des cadres de Nantes Métropole, la famille d'Etienne Fabry tient à préciser que le lien effectué dans l'article entre son décès et son travail était inexact : « Etienne Fabry était passionné par le projet qu'il avait à conduire et assumait pleinement le choix qu'il avait fait ». *Lulu*, n'avait aucune intention de ramener artificiellement ce décès au thème traité. Il se trouve juste que de nombreux salariés de Nantes Métropole ont suggéré un lien possible, manifestant un émoi certain.

Gymnastique des âmes

La dévotion à sainte Parcelle

L'ENSEIGNEMENT catholique a, on le sait, la main sur le cœur. Et celui des élus socialistes bat à l'unisson. Normal donc de les voir mobilisés pour la défense d'un « projet d'intérêt général ». Deux bahuts privés du centre-ville (qui n'en forment plus en fait qu'un), les très chics Françoise d'Amboise et Externat des enfants nantais, tenus par les Ursulines de Jésus plus connues sous le nom de sœurs de Chavagnes, veulent construire un nouveau gymnase pour remplacer l'existant, passablement décati. Dans un touchant geste digne de l'île aux enfants, la congrégation prévoit de le mettre à la disposition de la population hors période scolaire. « C'est exemplaire »,

applaudit des deux mains Marie-Françoise Clergeau, vice-présidente de Nantes métropole*. Alléluia ! Le prix à payer pour la communauté urbaine ? Deux fois rien malgré l'envolée du tarif du stère de bois. Juste une petite contorsion juridique pour réviser le plan local d'urbanisme et changer le zonage de la parcelle où s'implantera le bâtiment. Histoire de pouvoir ratiboiser en toute légalité un vulgaire bois classé. Et si d'aventure, par le plus grand des hasards, un projet immobilier venait ensuite remplacer la vieille salle de sports, il ne faudrait pas y voir l'œil du Malin. Juste la main désintéressée de Dieu. ■

* *Ouest-France*, le 26 octobre 2011

Entre-soi

Grands électeurs en petit comité

LES passagers pour le train de sénateurs, embarquement ! Pour les sénatoriales, afin de rééquilibrer les poids des villes vis-à-vis de la cambrousse, les élus des villes choisissent des grands électeurs supplémentaires, proportionnellement à chaque parti. Pour Nantes, la liste hésite entre la réunion de famille et les bons services demandés aux subordonnés. Ayrault a désigné qui ? Brigitte, sa moitié. Couples et conjoints, enfants à tous les étages. La fille de la députée Marie-Françoise Clergeau, le conjoint de Pascale Scilbo (24^e adjointe chargée de la lutte contre la pauvreté), lui-même chef de service

à la Ville. Le reste à l'avenant. De nombreux agents municipaux et de Nantes métropole se retrouvent ainsi grands électeurs. Les contractuels s'y collent aussi, comme ces dix membres du double cabinet d'Ayrault à la Ville à la communauté urbaine, soit plus de la moitié de l'effectif. Du simple conseiller technique au dir-cab François Blouvac, qui n'est à Nantes que depuis un an. Mais pour lui, rien d'anormal, il était au PS avant d'avoir été recruté. Donc il sert. Déjà que l'élection censitaire des sénateurs, hors suffrage universel, fait un peu archaïque, là, ça fait carrément consanguin. ■

AAA

Depuis quelque temps, les signes d'une petite faillite personnelle s'accumulent: je roule sans contrôle technique, je ne chauffe que lorsque ma fille est là, je n'ai plus de mutuelle, je ne paye plus mes impôts, les menaces de saisie se précisent, et j'en passe. Ma mère, ma compagne, mes potes et même mon ex m'entretiennent gentiment quand je ne pique pas du fric dans la tirelire de ma fille. Je sais, c'est un peu indécent de parler de trucs comme ça. D'autant que je devrais me sentir coupable.

Comme devraient se sentir coupables ces milliers de parassites au RSA et autres bénéficiaires de prestations sociales qui fraudent massivement et creusent ainsi la dette de la France... Ah, ces salauds de boursée ... et le pays sauvé!!

Comme devraient se sentir coupables ces milliers de parassites au RSA et autres bénéficiaires de prestations sociales qui fraudent massivement et creusent ainsi la dette de la France... Ah, ces salauds de boursée ... et le pays sauvé!!

Ha

Donc, quand l'heure de publier dans Lulu est arrivée, je me suis dit: je vais faire une planche sur les pauvres. Un truc un peu proche de mes préoccupations. En rentrant des impôts je croise un type de l'élite culturelle Nantaise en lui faisant part de mon intention:



Ha

Les huissiers sont venus tôt un mercredi. Le rendez vous était pris. Il n'était pas question que Lilo assiste à ça. Kate l'a emmenée prendre le petit déj dans un café du coin. Elle a trouvé ça super! Limite si elle demandait pas quand les huissiers allaient revenir!



Tu devrais plutôt faire un truc sur les riches. Un truc décalé. Tiens, sur moi par exemple: moi je suis riche. Mais la différence, c'est que moi, je ne m'y habitue pas. Je ne sais pas quoi faire de mon fric."

Ha

Si je n'arrive pas à rire de l'indécence d'un nanti qui se croit malin (voilà, tu es content, machin? J'ai parlé de toi!) Par contre, entre précaires on se marre franchement:



Mes dettes, c'est la raison pour laquelle j'avais rendez-vous avec ma banquière qui en quelques mois a réussi à me pomper près de 400 euros...

Avec une marge de 70% sur les frais bancaires, c'est avec des clients comme moi que vous devenez riches!



Vous savez, quand vous avez des problèmes d'argent, vous n'êtes plus un client, vous êtes un dossier. Je vais vous faire une faveur, je vous rembourse 50 euros sur le dernier trimestre.

Je regarde cette femme, son allure de trentenaire pimpante à l'abri du besoin, et je me demande si la légèreté de son sourire est un truc pour se protéger d'une réalité qui l'effraie ou si elle s'en fout vraiment. En partant, je m'attendais à entendre un "bon courage" résonner dans la pièce. Je l'ai bien entendu, mais c'était ma voix. On n'est jamais mieux servi que par soi.

C'était une semaine après l'annonce du nouveau plan d'austérité de Fillon. Je rentrais chez moi par le quai de Versailles avec Lilo, et on tombe sur ce que je croyais être une manif. Ils sont quoi? 50? Et en face presque autant de CRS

On est du CUP (Collectif Urgence Précarité). Ça fait un an que ce local chauffé est inoccupé. On l'a réquisitionné il y a une semaine pour pouvoir militer. Les flics sont venus aujourd'hui nous déloger. On était pacifiques. Ils nous ont matraqué la gueule. Regarde Marco! Putain d'enculés!



En le regardant, je me suis demandé si pour Le Préfet, comme pour ma banquière, ces gens là n'étaient pas qu'un dossier.



En rentrant, je me suis surpris à ne pas être surpris par tout ça. La violence policière est devenue quelque chose d'habituel et de banal.



20 camions de CRS papa!!

Plus une ambulance pour Marco!

Frapper les plus fragiles est une injustice absolue. Et cela semble être devenu la norme. A droite par conviction assumée. Chez les sociaux: par pragmatisme. Ça ne tiendra pas longtemps à ce rythme-là. Sans jouer aux Cassandra. L'injustice crée la colère. La colère des représailles. Les représailles, la guerrilla sociale.

Catouche

Retraitement

Ayrault tiré à poulets rouges

La police locale est menée par un outlaw arborant une médaille de shérif ! Le western piétine devant le tribunal administratif.

La police municipale est illégale. Et ce sont les policiers municipaux eux-mêmes qui le disent ! Tout ça à Nantes, gouvernée depuis 22 ans par un ministrable blond et modèle, et où il fait si bon vivre, à en croire les palmarès sur papier glacé... Illégale donc, parce que le directeur est hors-la-loi. C'est ce qu'avance le syndicat majoritaire, le SNPM, Syndicat national de la police municipale, affilié à la CFTC. Le vrai directeur, le légitime, le dans-les-textes, c'est leur camarade, Patrick Lefèvre, délégué régional du SNPM et même membre du conseil national, ancien du PS aujourd'hui un peu dépité, recruté pour le poste en 2001 et désormais destitué, sommé de faire autre chose et sans uniforme, s'il vous plaît. En civil pour être rabaisé au niveau des vulgaires pékins.

Retraité recasé. Tout a commencé il y a quatre ans. Retraité de la police nationale, ex-commissaire divisionnaire, ex-directeur régional des RG, Didier Fillion-Nicollet est imposé comme dirlo des poulagas communaux, contre l'avis du préfet*. Qui a forcé la loi ? Le grand shérif Ayrault, et son adjoint police Gilles Nicolas, lui-même ancien directeur du même service municipal et ancien des RG. Deuxième retour en arrière : quand il dirigeait la police locale, Gilles Nicolas s'était vu contester l'exercice de son art par ce salopiot de Patrick Lefèvre et son syndicat. « Embaucher un retraité comme directeur est totalement illégal. À la limite, un commissaire de police en détachement, mais pas un

retraité. Placer la police municipale sous l'autorité d'un agent qui n'a ni les agréments ni l'habilitation judiciaire est donc parfaitement illégal », rappelle le SNPM. Son président national, Frédéric Foncel, est en pétard : « JMA ne reçoit jamais les syndicats. C'est ça le dialogue social au PS, de la part de quelqu'un qui aspire à de hautes fonctions ? Il a le même comportement que M. Hortefeux... », confie-t-il à Lulu.

Expert en accident. Un recours a été introduit en janvier 2009 au tribunal administratif, mais ça traîne. Rien n'est jugé. Patrick Lefèvre a traversé une dépression après les vacheries d'usage : badge d'accès au service retiré, suppression de la carte de cantine, mise au placard par une affectation comme « chargé de mission farfelu » auprès de Nantes Métropole, déclare-t-il, sous couvert de son mandat syndical. Sinon, pas facile de l'ouvrir dans cette pétaudière. Le voilà donc « cadre expert pour déterminer une méthodologie en accidentologie » contraint de se trimballer en civil. « Pas règlementaire ! La loi impose le port de la tenue à tous les policiers municipaux, dès lors qu'ils sont en service », dit-il. Depuis le 24 octobre, il brave l'autorité, mais pas la loi, en travaillant désormais en tenue. Il a ressorti son costume et demandé officiellement à récupérer son armement individuel (son « bâton de police » comme dit le jargon pour désigner la matraque). Il faudrait un peu d'ordre là-dedans. Ou juste de la force de l'ordre. ■

* « Sauté de poulet », Lulu N°65, juillet 2009



L'art pompier

Le colonel pin pon prend la mouche

Quand on le pique au vif, il réplique. À côté de la plaque.

Faudrait pas l'prendre pour un colon, l'Berthelot. Le grand chef des soldats du feu n'a pas du tout du tout aimé l'article consacré au congrès national qu'il a mené de main de maître. Adressé aux pompiers de tous grades, un long mail du colonel Berthelot, grand chef des pompiers de Loire-Inférieure, étale une « réponse ouverte » à Lulu, sans l'envoyer à Lulu. Les voies détournées étant ce qu'elles sont, Lulu a été plusieurs fois destinataire du texte... La lecture de ce mail a consterné les pompiers, y compris des officiers. « Niveau potache de 3^e, sans vouloir offenser les ados », ont dit certains.

Tape à l'œil. On cherche des arguments, des dénégations. Rien du tout. Oui, il roule bien en berline allemande de service. Non, il n'a pas d'objection concernant l'emploi fictif créé pour organiser pendant un an le congrès. C'est même lui qui en a eu l'idée.

Le tout validé par son conseil d'administration, comme le notait déjà l'article de Lulu. Ce qui ne rend pas la manipe plus régle. Mais le colonel est couvert. Il est aussi bien couvert par sa belle veste d'aviateur, genre américain, commandée il y a trois ans : « Je ne regrette pas de l'avoir prise en cuir, tiens ! Coquet, moi ? Ma femme vous dirait que je n'ai pas besoin de ça pour être beau, mais elle n'est pas objective, forcément. Pas jalouse non plus du reste ; mais vous pouvez être, je sais pas : on se connaît et je vous ai tapé dans l'œil ? Je vous ai donc forcément déçu, mais c'est bien involontaire ; car vous n'êtes pas mon genre, mais alors pas du tout. » C'est ça, un chef de corps, ça fait des blagues de corps de garde.

Autre extrait de la prose du colonel destiné à ce garnement de Lulu : « Vous ne les aimez pas, hein, les pompiers. Mais pourquoi ? Vous aviez rêvé d'être pompier "quand vous serez grand" et vous êtes

inapte ? Ouf, on l'a échappé belle. Ou peut-être est-ce l'uniforme – les galons, tout ça – qui vous hérisse le poil ? Détendez-vous mon pauvre, ça va bien se passer... ».

Pas taper ! Deux petites menaces voilées, au passage : « La "Fédération des cochons" compte 260 000 adhérents. Rien que ça ! Là, croyez-moi, vous vous êtes fait des milliers de copains pour la vie. S'ils ne sont pas rancuniers, ils ont de la mémoire, les pompiers ». Et dans le même bi-ton : « Au Congrès des Sapeurs-Pompiers de France, vous n'êtes pas le bienvenu, ni vous ni votre équipe de copains moqueurs car je vous confirme que vous ne serez pas en terrain ami ». Ça va finir par un duel, cette histoire. Lulu hésite. L'arme à feu serait de circonstance. Mais c'est dangereux, ces trucs là. Un pistolet à eau, ça irait, mon colonel ? ■

* « Le congrès ne sait pas sur quel pompier danser », Lulu N°73, juillet 2011



Paix gît gît

La mémoire des mineurs

Soixante piges de destins de papier à l'abandon.

Lors du procès des squatteurs des anciens locaux de la Protection judiciaire de la jeunesse, (PJJ) quai Baco, une affaire de vieille paperasse est remontée à la surface. En fait, dans ces locaux abandonnés, l'administration avait délaissé des archives de 1947 à 2007, date du départ de ces bureaux. L'administration était un peu piteuse. Alerté par les squatteurs, un directeur de la PJJ est venu reconnaître son stock de vieux papelars, truffé de dizaines et des dizaines de dossiers perso, confidentiels, de jeunes gens passés par les services de suivi ordonnés par des juges. Plus emmerdant à laisser dans la nature que quelques traces et photo avec des yeux rouges sur facebook. « Au moins six ou sept boîtes de dossiers personnels », raconte un des ex squatteurs qui ont rendu ces documents sensibles à la PJJ en espérant gagner un délai pour rester plus longtemps. Il a fallu un camion complet et deux voitures de fonction pour déménager un bon demi-millier de cartons. Voilà la France d'aujourd'hui : sa jeunesse est à ramasser par terre. ■



Chaud froid sans le son

Le collègue retapé à retaper

Les avions survolent le collège, il y a des crédits pour calfeutrer le bahut, couvert d'une cage de verre et d'isolant. Les travaux de réhabilitation et d'insonorisation au collège de La Neustrie à Bouguenais ont été effectués en 2009, livrés à la rentrée 2010. Pas l'air d'être vraiment mieux depuis : « On étouffe de chaleur ou on se prend des souffles d'air froid dans le dos », disent les profs*. Rhinites à répétition, maux de tête, malaises. Chauffage, aération, ventilation, tout a été mal conçu. Pire qu'avant. Fenêtres condamnées, il faut faire cours portes ouvertes. C'est moderne, on peut suivre plusieurs enseignants à la fois. Le gymnase n'est pas chauffé l'hiver. Badminton à

cinq degrés, avec des moufles. Il va donc falloir faire de nouveaux travaux pour retaper ce que le chantier vient d'achever. Mais il y a mieux. Cette réhabilitation à 3,9 millions d'euros a fait une impasse sur la Segpa, section d'enseignement général et professionnel adapté. Ceux qui seront les prolos ou les chômeurs de demain n'ont pas besoin d'égards. Parents pauvres du collège, dans une section considérée par certains comme une voie de garage, les élèves en difficulté ont été épargnés par le chantier maudit. Ils gardent le vieux bruit, le vieux froid, le vieux bâtiment, comme avant. Pfff. Toujours les mêmes qui sont privilégiés. ■

* Ouest-France, le 19 octobre 2011

MONOLOGUE D'AUTOMNE...



Dans le TRAMWAY à NANTES...



Mercier beaucoup

Testing sécurité au Casier

Le ministre de la Justice en déplacement à Nantes, c'est pas rien. Le 22 octobre, il visite le Casier judiciaire national, à côté du lycée La Colinière. C'est pas rien non plus, puisqu'on y case tous les gens de France qui ont une condamnation au compteur. Autant dire un taux inégalable de bandits patibulaires au mètre carré. Et comme le ministre est là, la surveillance du site, déjà classé « Haute sécurité » en temps normal, s'en trouva donc renforcée. On n'entre pas plus facilement ici que dans une centrale nucléaire. Sur le papier. En fait, une protestatrice isolée a franchi tous les filtrages à pied, avec les œufs qu'elle a balancés en gueulant — un peu tard, le minisse étant déjà reparti. Pas le temps de valider sa cible, avant de se faire évacuer par les Archers du roi ou alors les Chevaliers du Guet, ça a été tellement vite, on n'a pas pu voir. C'est comme ces hackers qui craquent les défenses quasi militaires des sites sensibles: l'œuvre de cette brave dame aura été indispensable pour détecter les failles du système réputé infailible. On espère qu'elle a eu une médaille et un boulot de chargée de mission sécurité infailible. ■

Hutin mutin

SPQR, c'est pas que la devise des légions romaines, c'est aussi le syndicat de la presse quotidienne régionale. CQFD. Début octobre, les braves patrons des quotidiens de province ont joué aux rebelles*. Pas contents que l'Élysée n'invite pas l'un des leurs, le subversif Jean-Michel Baylet, patron de *La Dépêche du Midi*, accessoirement à la tête du très menaçant parti radical de gauche. Encore plus subsidiairement, il est alors candidat très outsider aux primaires socialistes. Du coup, ses collègues ont boycotté

l'invitation de Sarko à casser une graine à l'Élysée. À la veille d'une année électorale, ça la fiche mal. On ne sait pas si les petits fours ont été donnés au Secours populaire. En tous cas, ça faisait ontemps qu'on n'avait pas vu François Régis Hutin, l'un des quinze confédérés, dans une telle bravade vis-à-vis du pouvoir suprême. Il fut un temps, que les moins de vingt mille ans ne peuvent pas connaître, où les mutins, on les collait devant un peloton. ■

* *lemonde.fr*, le 10 octobre 2011

Euromillion

Verts: l'accord à tout prix

Pour négocier avec le PS, les Verts se sont *a priori* montrés intransigeants sur le rejet de Notre-Dame-des-Landes, tout comme sur la sortie du nucléaire. Puis un peu moins. Voire encore moins. L'accord avec le PS n'a pas achoppé sur le nucléaire et l'aéroport nantais. Éclairage à la lecture d'un article de *Marianne* « PS-Verts la négociation était aussi une affaire d'argent ». C'est même un impératif de survie. Des documents montrent que la trésorerie du parti écolo est exsangue. En juin dernier, les salaires des permanents ont été suspendus et ont failli ne pas être réglés. Pareil

en juillet. L'accord électoral est indispensable à la survie financière. Une « motion d'urgence finances » du conseil fédéral des 17 et 18 septembre en atteste, faisant l'hypothèse des scores écolos sur les « circonscriptions réservées » et « en autonome », qui dégageraient « de 1 à 1,3 million d'euros par an » en faisant le décompte du montant légal attribué par voix récoltée, sans parler des avantages d'un groupe à l'Assemblée, moyens financiers, collaborateurs, secrétariat, bureaux... Le slogan, c'est: votez écolo pour sauver les pépettes. ■

* N° 761, 19 novembre 2011



Sixfitondeur Plan OBSEC

PENSEZ-Y. Mieux vaut mourir enfant, ça coûte moins cher. Coup d'œil sur les tarifs en vigueur six pied sous terre nantaise. Si vous songez à une « inhumation enfant terrain commun », ce sera 76,98 euros. L'adulte payera moitié plus. Le fœtus, lui a droit un un tarif défiant toute

concurrence: 39,90 euros. Mais attention: au moment de concocter votre budget, tout dépend de la profondeur. Se faire enterrer à 80cm sous les pissenlits coûte moins cher (117,86 euros) qu'à deux mètres (329,81 euros). C'est pour ça qu'en vieillissant, certains hésitent à calancher. ■

Faut fraiment le fouloir

La musique en préfabriqué

L'association a animé Le Fouloir et ses concerts dans l'ancienne piscine d'une villa squattée*: Les Loubards pédés livrent leur point de vue sur l'ouverture de La Fabrique et l'uniformisation des lieux de concerts. Tribune.

La Fabrique, cette « boîte à musique » que tout le monde applaudit est une arme stratégique contre les lieux indépendants qui se battent depuis des années pour faire vivre une autre idée de la culture, de la musique et de la création en général.

La Fabrique asymétrique

On justifiera la fermeture de lieux trop embarrassants par l'existence de lieux que seule la mairie a choisis. Tout doit rentrer dans des codes très stricts, où tout est pesé, millimétré. Horaires de fermeture, brigade anti bruit, videurs, et autres conditions drastiques sont le lot quotidien de tous ceux qui veulent diffuser de la musique hors les salles officielles. Les pouvoirs locaux veulent avoir le contrôle, surtout quand le lieu devient un repère nocturne. Le Fouloir à Saint-Herblain, par exemple, commençait à être trop visible, trop bruyant, trop illégal et surtout ne rentrait dans aucune des conditions municipales. Fermé !

La Fabrique bien briquée

S'il n'y avait rien dans le paysage culturel nantais, et que des lieux indépendants fermaient, tout le monde crierait au scandale. Mais il y a tellement de festivités pour nigauds, tellement d'éléphants, qu'on ne voit plus rien. Des lieux alternatifs ferment et avec eux toute la diversité culturelle qu'ils apportaient. La magie de lieux comme Le Fouloir ou maintenant Bitche ne peut exister dans aucune salle officielle. Qui se souvient du Paradis d'Asie, du Courtois ? Bientôt plus personne. Et c'est sûr, il n'y aura pas un gros livre comme pour l'Olympic pour retracer leurs histoires.

La Fabrique braque

Symptomatique, l'édito du premier programme de La Fabrique : les cinq associations « invitées » à faire partie du projet n'ont même pas une ligne pour dire ce qu'elles pensent. Seul parle Jean-Marc Ayrault. Ça donne le ton pour la suite. Les assos devront la fermer si elles veulent garder leurs petites places au chaud. La « culture » ne doit pas échapper au pouvoir de la mairie. Peu d'élus avant Ayrault auront autant utilisé la culture comme moyen de séduction politique. Autrefois, on flatte l'électorat avec du travail à la pelle. Maintenant, on le flatte à coup d'éléphant et de merde culturelle. Une aliénation pour une autre. C'est ça, la politique. Trouver ce qui est vendeur. Et à Nantes, c'est le bizigo de la culture.

La Fabrique à chiffre

« Nantes, une éternelle fabrique de talent », dit Ayrault. Effectivement, on a sûrement ici les plus beaux talents pour faire du chiffre avec la culture. Les fins limiers de la Samoa l'ont bien compris, grands amis des promoteurs immobiliers qui veulent faire de l'île de Nantes, où niche La Fabrique, un éden pour artistes bon teint. Et ceux, nombreux qui avaient leurs ateliers dans la halle Alstom et se sont fait déloger par la Samoa pour être relogés à prix exorbitant ne nous contrediront pas. Passer de 40 à 160 euros le m² par an, avec même pas un chiotte compris dans la location, il y a de quoi manger le pécul. Mais bon, il paraît que c'est pour aider les créateurs...

La Fabrique raque

Question budget, 28 millions d'euros, La Fabrique ne fait pas les choses à moitié. À Saint-Herblain, Le Fouloir devait être racheté 250 000 euros par une asso pour un projet de logement et d'activités culturelles. Avec 28 millions, la mairie peut ouvrir 112 lieux comme Le Fouloir ! Mais faut avoir envie de se faire racheter, et de s'asseoir sur son indépendance...

Frigo vintage

Question indépendance, les anciens de L'Olympic sont bien assis; ils n'ont même pas eu le choix de leur propre nom pour La Fabrique ! Faut dire que le nom qu'ils s'étaient trouvé, « Mon voisin est un éléphant », était pourri, le conseil d'administration a choisi pour eux en faisant appel à un intervenant extérieur qui trouva la perle: Stéréolux. Quel talent. Un nom de frigo pour une salle de musique. Par ailleurs, dans le projet initial de la Fabrique, il devait y avoir une troisième salle, le « Bâtiment C », dédié aux assos. Projet abandonné officiellement par manque de budget.

Royal de Stéréolux

La vraie raison — un secret de Polichinelle dans les couloirs de La Fabrique — c'est que Stéréolux flippait sérieusement que les petites associations lui fassent de l'ombre. Les petites associations ont cette force: elles fidélisent un public et remplissent des salles avec des groupes peu connus; de quoi se poser des questions sur tout cet argent donné à Stéréolux, alors que d'autres font un boulot nettement plus passionnant pour pas un kopeck !

Olympic et pic et colegram

Il paraît qu'il y a déjà des nostalgiques du défunt Olym-

pic... Mais on regretterait quoi? D'avoir invité des artistes mémorables comme Emilie Simon? L'Olympic? Une salle aseptisée, chère, sans grande originalité, où la programmation se centre sur un bon sens de la négociation financière. Un boulot à portée de n'importe quelle amicale de mélomanes un peu au courant de l'actu musicale. Le budget annuel de L'Olympic (2,3 millions d'euros) permettrait à n'importe quelle association de musique de faire des merveilles!

La cuisine en Fortnica

Pour continuer le voyage à Nantes, il y a la salle Paul-Fort, le Pannonica. Deux salles subventionnées marchant au ralenti malgré des équipes de huit à dix personnes, et un discours de « culture pour tous », d'« ouverture culturelle ». 80 concerts par an, presque autant qu'un bon café concert sans subvention, qui n'a qu'une ou deux personnes pour gérer l'affaire ! Salle Paul-Fort, au Pannonica, les subventions devraient influencer sur le prix d'entrée. Rien du tout, les tarifs tournent autour des 10 à 15 euros, voire plus ! Ça en fait des lieux repliés sur eux-mêmes, avec des concerts où on se retrouve à trente, musiciens compris. Expérience vécue. Dommage, il suffisait de faire des entrées à prix libre et tout le monde s'y retrouvait, les musiciens en premier !

Entrée avec conso

Organes puissants de la politique culturelle nantaise, ces lieux n'ont aucune âme, aucun relief, pas d'originalité. Ils participent juste à cette marchandisation de la culture, qui dénature tout. Le résultat? Des lieux de consommation où l'on s'ennuie. Il n'y a pas de vie, un videur invite à rentrer chez soi dix minutes après la fin du concert. Question: en 22 ans de concerts à L'Olympic, combien de personnes y sont tombées amoureuses?

Sonne of a Bitche

La Fabrique vient d'ouvrir, espérons que Bitche, un des derniers lieux indépendants, ne commence pas soudain à avoir des problèmes avec la mairie. Si on veut préserver la richesse culturelle et sociale d'un tel lieu, il va falloir se bouger l'arrière-train sérieusement. Le Fouloir a été perdu, battons-nous pour que Bitche tienne le plus longtemps possible.

Les Loubards pédés

* « Va fouloir dégager » et « Le Fouloir bonsoir », *Lulu* N° 71, décembre 2010, et « De squat je me mêle », *Lulu* N° 58, décembre 2007.

La com que j'émet tant

Sur l'antenne d'Euradionantes, il y a des choses qu'il faut dire, d'autres pas. Et le contraire.

RADIO école accueillant des stagiaires francophones venus d'autres contrées d'Europe, Euradionantes enseigne donc le journalisme distingué, et notamment distingué de la propagande, et de la communication. Parfois, un genre d'entorse aux principes fait marcher à cloche-pied. Ainsi, la dernière grille des programmes vient d'intégrer une émission mensuelle qui traite en une heure d'économie sociale et solidaire, en partenariat avec la Cress, chambre régionale de l'économie sociale et solidaire des Pays de la Loire. Cette émission en sous-traitance est réalisée par la responsable communication de la Cress, qui n'est ni journaliste ni animatrice de radio, et n'a jamais fait ça. L'émission est co-animée par Michel Loizeau, vice-président de la Cress, qui a commencé par interviewer Jacques Stern, son président au sein de la même Cress. Tant pis pour les puristes et autres archaïques s'acharnant à distinguer information indépendante et propagande institutionnelle.

Quand on ne relâche pas, on se crispe. Au printemps, une stagiaire allemande propose de parler de la liberté de la presse. Accordé. Le sujet de deux minutes trente-sept est diffusé à l'antenne. Ça commence par une touche sur la chaîne Current TV diffusant un docu critique sur Berlusconi. Localement, l'interview d'Anthony Torzec, président du club de la presse, évoque *La Lettre à Lulu*, présentée comme « meilleur défenseur de la liberté de la presse en Loire-Atlantique » (Il oublie *L'Informateur judiciaire* et ses annonces légales désopilantes, mais bon). En entendant à l'antenne le sujet diffusé, Laurence Aubron, la directrice d'Euradionantes, pique une colère instantanée*. La jeune Allemande se fait passer un savon. Trop tard pour le direct, mais le sujet est interdit de mise en ligne sur le site internet. La liberté de la presse, version motus et podcast cousu. ■

*Lulu fait ainsi les frais de la condamnation en novembre 2010 d'Euradionantes pour licenciement abusif de Nicolas de La Casinière, ancien journaliste à cette radio, par ailleurs directeur de publication de l'irrégulomadaire que vous lisez présentement. Lulu le virerait bien aussi, mais se demande quel article du code du travail bénévole bafouer.

Belles lettres L'œil philosophe intempestif

CHEZ l'opticien mutualiste, passage Pommeraye, pour les essais de lunettes, on se fait brandir sous le nez un texte en lettres minuscules, et de plus en plus grosses. Un vrai texte, d'un certain Nietzsche. Rien que ça. Plus précisément *Les Considérations inactuelles* ou *Considérations intempestives* (*Unzeitgemässe Betrachtungen*). Mais on ne vend ici aucune paire de lunettes à verres bilingues. ■



Pranique à bord !

Le mange-lumière muselé

Cet illuminé prétend ne rien avaler. Dans le sud, on n'a pas avalé ses bobards.

PÉRIGUEUX : un Nantais muselé. Ce pourrait être le titre d'un de ces faits divers de basse intensité, avec son lot d'émotions dès qu'un gars du coin se ramasse en mobylette dans un virage à l'autre bout de la France. Cette fois, la victime en Périgord s'appelle Henri Monfort, ressortissant nantais. En pondant un arrêté municipal exprès pour ça, le maire l'a interdit de conférence dans la ville*. Selon cet illuminé, pas besoin de manger pour vivre. Il boit de l'eau et avale de la lumière, pardon, de l'«énergie pranique». Ce Nantais discret qui déclare vivre dans un studio de 12m² du centre ville aurait été dix-huit ans chargé de clientèle à la Caisse d'épargne avant de se décréter «chamane druidique», «aquavore» et d'arrêter de s'alimenter depuis le 23 novembre 2002, affirme-t-il. Assistant de vie pour personnes âgées, proclamé relaxologue, il fait des «nettoyages énergétiques», donne des conférences, organise des

stages, vend ses bouquins. En ne mangeant que de l'air et de la lumière, il est donc adepte du «respirianisme». Le respiraquoi? Un truc inspiré des yogis indiens. Une «pratique charlatanesque à forte connotation sectaire (rejet de la médecine conventionnelle, pressions financières exorbitantes, rupture avec l'environnement d'origine), à l'origine de plusieurs décès dans le monde», dénonce la Miviludes**, Mission interministérielle de vigilance sur les dérives sectaires. «Ceux qui en font la promotion ne sont que des manipulateurs ou des mythomanes», insiste l'ADFI, association pour la défense des familles et de l'individu. Notre Nantais est revenu à la maison. On voudrait l'interroger, le faire passer à table. Il aurait répondu: compte là-dessus et bois de l'eau. ■

* Sud-Ouest, 26 octobre 2011

** dépêche AFP, 16 décembre 2010, à l'occasion de la sortie d'un documentaire élogieux pour ce «jeûne extrême».



Baracket

La super cahute impénétrable

Villa Déchets, Villa Boulet, le feuilleton. Dernier épisode : on regarde mais on n'entre pas. On alors on repaie.

TOUT ce que vous n'avez pas voulu savoir sur la Villa Déchets sans oser le demander. Son nouveau surnom: «Villa Boulet». Nantes Métropole n'avait pas voulu le signaler à Lulu début juillet, mais le remontage de la maison de récup était bien programmé. Elle a été remontée discrètement cet été, dans le quartier Bottière Chénaie, mais pas du tout en fanfare comme lors de la construction, sans le moindre tambour ni trompette, pas même des trompinettes bouchées. Ni communiqué, ni blog. Pas de produits dérivés, pas de people en renfort. Rien. «Dans ce secteur où les aménageurs ont été attentifs aux prix de sortie pour commercialiser leurs logements, ça pouvait avoir un certain sens de valoriser la récupération de matériaux, mais une maison de 70 mètres carrés habitables, qui finalement ne sont pas habitables, tout ça pour une facture de 370000 euros, ça pose un

peu problème», souligne un fin observateur du quartier, proche de Nantes Métropole. Faute de pouvoir recevoir du public, la Villa Déchets sera juste visible. Aucune structure n'en ayant voulu comme bureau puisqu'on ne peut y accueillir personne, c'est Tabakero, la structure conceptrice de cet objet inutile qui s'y est collée, avec une vague «obligation de présence», mais pas de visite. Récemment une présentation a été faite à la presse locale choisie mais, pour des question d'assurance, il a fallu que les journalistes payent une adhésion à l'association pour pouvoir entrer. La com a cassé la baraque et l'asso s'est finalement fait financer ses locaux par la grande solidarité des happy tax-payers et des bénévoles à qui on a raconté qu'ils sauvaient la planète en bricolant des palettes. Avec sa fable, Tabakero a endormi tout le monde. Le marchand d'inutilisable est passé. ■

Écureuil plein de noisettes

Messieurs les pétés de thunes, épargnez-nous vos palmarès.

Les patrons passent à la caisse. Un tract du syndicat Sud Banques populaires-Caisse d'épargne publié par Le Parisien* révèle les émoluments des dirigeants de chez l'écureuil, dont Didier Patault, président du directoire des Caisses d'épargne Bretagne Pays-de-la-Loire, en deuxième position (mais premier des nababs provinciaux), palpant 320 000 euros de rémunération fixe par an, à quoi s'ajoutent 227 000 euros de part variable pour 2011, ce qui fait plus d'un demi-million annuel de noisettes mutualistes. Bien plus que le pâtre Jean-Claude Trichet qui, à la tête de la Banque centrale européenne, ne cumule que 367 863 euros par an. «Très fort encore, insiste le tract, l'un des critères servant au calcul de leur part variable étant la satisfaction de la clientèle, il est consternant de constater que la plupart d'entre eux ont obtenu l'excellente note de 20 sur 20.». Ces notes, les agents aux guichets peuvent toujours courir pour les approcher. Les cochons de clients à qui on a fourgué des actions Natixis apprécieront. «N'oublions pas d'ajouter la multitude d'avantages en nature: voitures (luxueuses) de fonction, logements, budgets repas, voyages d'agrément, retraites supplémentaires, et d'autres dont la pudeur nous interdit de parler ici», complète Sud. N'empêche, pour Patault, on compatit: il est sur le podium, mais pas sur la plus haute marche... Parfois, la vie de banquier en chef peut être bien amère! ■

* 19 novembre 2011

Plus embêtés compense Têtes de piafs

Les promoteurs du projet aéroportuaire à Notre-Dame-des-Landes sont très attentifs à la verdure de compensation. C'est la loi. Un hectare bousillé, un hectare reconstitué, voire deux hectares si on doit aller chercher des terrains hors de la zone de l'aménagement de l'aéroport. Bon, d'accord. La nature reconstituée, le bocage à gogo, c'est bien gentil, mais si possible en évitant d'y croiser des bestioles. L'être vivant, même à plumes, reste un ennemi de l'avion, ce plus balourd que l'air. C'est ce que les technocrates de l'aviation appellent la menace du «péril aviaire». Rien à voir avec le virus H1N1, c'est juste ces saletés de piafs qui s'emplanonnent le tarbouif contre le cockpit ou qui jouent au barbecue éclair dans les réacteurs. Ils sont donc dans le collimateur, les zigotos de zozios, notamment quand il faut penser à implanter les bassins obligatoires de rétention d'eaux pluviales. Tout est donc conçu pour éviter la nidification aux abords stratégiques des pistes et «les cantonnements d'oiseaux sur la zone aéroportée: ne pas planter d'espèces végétales pouvant attirer les oiseaux notamment pour s'alimenter, installer des dispositifs pour effaroucher les oiseaux», comme le notent les annexes techniques du contrat entre l'Etat et Vinci. Chassez le naturel, il revient à tire-d'ailes. ■

Padechénou

Low cost toujours, tu m'intéresses

Dumping, c'est un mot coréen, lituanien ou polonais? Aux chantiers navals, si les actuels patrons sont coréens, la tradition du «montage exotique» a démarré avant eux, il y a pile dix ans.



6 DÉCEMBRE, petite manif à Penhoët. Près de 800 métallos contre «les décisions de la direction des chantiers qui fait appel à la sous-traitance venant de pays où les salaires sont plus bas qu'ici». À l'ouest, rien de nouveau. Le laboratoire de main d'œuvre low cost dénoncé il y a dix ans est désormais rodé. Mais avec un plan de charge à marée basse, les relents de xénophobie peuvent ressurgir. Concurrence, étrangers, manque de travail: les ingrédients sont là. La CGT défend toujours des salaires décents et le respect des règles du travail pour les Polonais, Litvaniens ou autres, peu importe «leur nationalité ou leur origine». Mais à la base, ça râle. Gêné aux entourures, Jean-Michel Savary, élu CGT au comité d'entreprise: «Le sujet est délicat mais on ne peut pas rester sans rien faire, dit-il. Certains salariés des sous-traitants locaux travaillent depuis des dizaines d'années ici. Ils sont indispensables à la construction des navires. Ils doivent conserver leurs emplois et des salaires décents».* Des sites d'extrême-droite ont repris l'info sous l'angle de la défense des bons Français contre les étrangers. Trop contents de surfer sur ce qui ressemble à un rejet xénophoboïde.

Flash back. Il y a dix ans, en novembre 2001, la CGT récupère un fax confidentiel destiné aux sous-

traitants français — de premier rang — les conviant à une réunion d'initiation aux subtilités du «montage exotique» profitant de l'«apport de main-d'œuvre en provenance de pays à faible coût»**. Le tout présenté comme un «axe de progrès». La réunion était chargée de déterminer «à partir de quel taux horaire ou journalier cette action est-elle intéressante?». Piteusement, le porte-parole des Chantiers plaide alors l'«initiative privée et choquante d'un chef de service que la direction n'a jamais approuvée ni cautionnée». En fait, sur le papier, le taux horaire est pratiquement respecté. Mais l'attirail du dumping est vaste: heures supplémentaires non payées même si on approche les soixante heures par semaine, frais annexes — panier repas, transport, hébergement — ponctionnés sur les payes, cautions obligatoires versées par les travailleurs dans leur pays, voire passeports confisqués à l'entrée en France comme pour les calorifugeurs de Bombay. De quoi faire baisser les coûts et se garantir contre les grèves. Aujourd'hui, dix ans après, le montage exotique aurait pris comme un rythme de croisière. ■

* Ouest-France, 6 décembre 2011

** «Les chantiers pris la main d'œuvre dans le sac», Lulu N,° 35, décembre 2001

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen, Victor, Bertrand Latouche, Sophie Nasri, Pich.
Mise en page: Pascale Hibrage.
Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0216G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Luttre à Leuleu.

Tirée à 3250 ex. sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA pôle Sud 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
email :

chèque à l'ordre de
La Luttre à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes